



LES PROPOSITIONS DES SOCIALISTES PASSÉES AU CRIBLE



FRANCE ■ Le PS censure le gouvernement à l'Assemblée Nationale ■ Délinquance : la droite et

sa «frénésie sécuritaire» ■ **DOSSIER** ■ Le plan de relance du PS sous l'œil des experts ■





UNIVERSITE PERMANENTE DES CADRES FÉDÉRAUX PS/MJS

Le Secrétariat national à la Formation ouvre les Inscriptions

L'Université Permanente s'adresse aux secrétaires fédéraux, délégué(e)s fédéraux, aux membres des conseils fédéraux ainsi qu'aux animateurs fédéraux MJS.

**La formation se déroule sur quatre week-ends intensifs : trois au siège du Parti Socialiste
10 Rue de Solférino - 75333 Paris Cedex 07 et le week-end de l'Université d'Été qui forment un ensemble cohérent**

Le nombre de places étant limité, les inscriptions seront enregistrées par ordre d'arrivée.

Coût de la session : 200 euros payable par chèque à l'ordre du Parti socialiste.

(Les frais de transports sont pris en charge par la fédération, sous réserve de son accord préalable).

2

CALENDRIER :

- **1^{er} week-end :** du vendredi 13 mars 2009 (18 h) au dimanche 15 mars 2009 (13 h 30)
- **2^{ème} week-end :** du vendredi 15 mai 2009 (18 h) au dimanche 17 mai 2009 (13 h 30)
- **3^{ème} week-end :** UNIVERSITÉ D'ÉTÉ
La date et le lieu vous seront communiqués ultérieurement
- **4^{ème} week-end :** du vendredi 23 octobre 2009 (18 h) au dimanche 25 octobre 2009 (13 h 30)

* Toute demande de dossier d'inscription s'effectue auprès du : Parti socialiste - Secrétariat national à la Formation : Mireille Bourbon-Perez - 10 Rue de Solférino - 75333 Paris Cedex 07
Télécopie : 01 45 56 76 45 - E-mail : formation@parti-socialiste.fr

** Lors de la demande du dossier d'inscription, qui vous parviendra soit par e-mail, télecopie ou courrier, nous vous remercions de bien vouloir indiquer vos coordonnées exactes (Nom, Prénom, Adresse postale, Tél, Portable, e-mail) et nous le retourner uniquement par courrier accompagné du règlement et de votre photo d'identité.

RÉUNION PUBLIQUE

Organisée par les socialistes du 7^{ème} arrondissement de Paris :

La politique pénale bouleversée : libertés publiques en danger, indépendance de la justice menacée. Venez en débattre en présence de **Hélène Franco**, Juge pour enfants, Syndicat de la Magistrature et **M^e Isabelle Duruflé**, magistrate.

Rendez-vous

**le jeudi
5 février 2009
à 20h au Musée
social
(5 rue Las Cases -
métro : Solférino)**

Pour toute question :

ps7eme@yahoo.fr

L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax: 01 45 56 76 83

- (Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 56 ou écrivez à : redaction@parti-socialiste.fr)
- DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Maurice Braud
- DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Benoît Hamon • RÉDACTRICE EN CHEF : Ariane Gil (78.61) • RÉDACTION : Bruno Tranchant (77.33), Damien Ranger (76.37), Ariane Costes (76.20), Fanny Costes (76.32). • SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Élisabeth Philippe (76.27) • MAQUETTE : Pascale Lecomte (79.44) et Joëlle Moreau (77.16)
 - PHOTO : Philippe Grangeaud (76.00) • SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) • COMPTABILITÉ : Michèle Boucher (79.04) • ABONNEMENT : Sabine Sebah (78.57)
 - FLASHAGE ET IMPRESSION : PGE (94) Saint-Mandé • ROUTAGE : Inter Routage - 93300 Aubervilliers. N° commission paritaire : 0109 P 11 223
 - ISSN : 12786772 "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications. Ce numéro a été tiré à 243 137 exemplaires.

Les socialistes sur tous les fronts



Christophe Borgel,
secrétaire national
chargé des élections et
de la vie des fédérations

Le 20 janvier, les socialistes ont adopté lors d'un bureau national extraordinaire "l'autre plan" pour agir vraiment contre la crise. Ce plan est massif, global et adapté aux enjeux. Il répond à l'urgence du pouvoir d'achat, à l'inquiétude du chômage qui monte. Il propose une action forte pour soutenir nos entreprises en difficulté. Il est équilibré avec d'un côté 24 milliards d'euros de soutien à la consommation et de l'autre 26 milliards pour l'investissement. Les 24 et 25 janvier dans toute la France les militants socialistes ont popularisé ces propositions auprès de nos concitoyens. Cette mobilisation massive a permis la diffusion de plus de 2,5 millions de tracts, une présence sur les marchés, à la sortie des bureaux de poste...

Cette action pour informer et convaincre se poursuivra avec la campagne «1000 initiatives pour agir vraiment contre la crise» lancée lors de notre grande réunion des secrétaires de section le 1^{er} février.

Le 27 janvier à l'Assemblée nationale avec la motion censure des socialistes, l'actualité de la crise et les difficultés des Français étaient au cœur du débat parlementaire. Cette motion n'était pas simplement un acte de résistance face à un président de la République inefficace contre la crise et autoritaire dans l'exercice du pouvoir. Elle représentait une véritable alternative à la politique gouvernementale, car elle portait à la fois la critique et des propositions crédibles sur les plans économique, social et écologique.

Le 29 janvier, les socialistes étaient aux côtés des salariés et de leurs syndicats dans une grande mobilisation sociale comme notre pays n'en avait pas connu depuis longtemps.

Cette semaine aura vu les socialistes au cœur de la contre-offensive sociale. Cette semaine aura vu les socialistes de retour sur tous les fronts au Parlement, dans la rue et proposant un autre chemin pour notre pays.

■ sommaire

Actualités France

Assemblée Nationale : motion de censure	p.6
Délinquance : la « frénésie sécuritaire »	p.9

Dossier

Crise : le bon plan des socialistes	p.18
-------------------------------------	------

Territoires

Régions : combien de divisions	p.30
--------------------------------	------

Vie du parti

SOS, filière automobile en danger	p.33
-----------------------------------	------

Le chiffre

42

Les subventions attribuées par l'État au conseil conjugal et familial ont diminué de 42% en 2009. Une réalité dénoncée par le Planning familial qui se mobilisait le 27 janvier. Cette diminution entraînerait la disparition d'1/3 des associations intervenant sur l'accueil, l'information et l'orientation pour la contraception, la fécondité, la sexualité, mission confiée en 1967 par la Loi Neuirth.

Éducation**Le droit à l'école des enfants sans-papiers**

Le Parti socialiste apporte sa signature à l'appel de Réseau Education sans frontière, afin de régulariser les enfants et parents d'élèves sans-papiers: « les intrusions policières répétées au sein des écoles, les arrestations injustifiées de parents, les séparations forcées et traumatisantes des enfants et de leurs parents, l'isolement des enfants dans des zones d'attentes avant expulsion sont autant de gestes d'inhumanité délibérés de la part d'un gouvernement décidément peu regardant sur les droits de l'Homme et les libertés dans son propre pays ».

**Libertés****La CNIL pointe du doigt un fichier de police**

Un nombre élevé d'erreurs a été repéré par la Commission nationale d'informatique et des libertés (CNIL) sur le fichier de police STIC (Système de traitement des infractions constatées). Dans son rapport, elle s'inquiète d'erreurs de saisie, d'absences de mise à jour, et du défaut de contrôle qui ont conduit à la perte d'emploi ou à l'absence d'embauche de personnes recensées sur le fondement de données inexactes ou indûment conservées dans le fichier.

Presse**Les vœux pour rien de Nicolas Sarkozy**

Le chef de l'État a présenté ses vœux à la presse, le 23 janvier. Mais n'a pas jugé bon de rassurer ses interlocuteurs, ni de leur parler de la crise qu'ils subissent. « Nicolas Sarkozy se méfie tellement du Parlement, qu'il n'a annoncé aucune réforme législative majeure. Pourtant, pour le droit d'auteur des journalistes à

l'ère numérique et la reconnaissance juridique des équipes rédactionnelles, l'intervention du législateur est indispensable pour renforcer les droits légitimes des journalistes à une juste rémunération et à une indépendance éditoriale», dénoncent les socialistes.

Emploi**Puni pour refus de travail le dimanche**

Un salarié d'un hypermarché de Salon-de-Provence a été mis à pied du 15 au 17 janvier pour avoir refusé de travailler les dimanches du mois de décembre. La direction estime qu'il devait venir le 14 décembre et qu'il ne s'était pas arrangé avec ses collègues. Et lui reproche des problèmes d'étiquetage dans son rayon. Selon les syndicats qui ont révélé l'affaire, « c'est non seulement scandaleux mais totalement illégal (...). Le directeur a voulu en faire un exemple pour le volontariat à venir », souligne la CFDT, allusion au volontariat qu'entend garantir le projet de loi Mallié sur le travail dominical.

Page réalisée par Fanny Costes



AFP/JULIEN TACK

L'image de la semaine

La Guadeloupe paralysée

Le département connaît depuis une semaine une grève générale pour la défense du pouvoir d'achat, à l'appel du mouvement social guadeloupéen. Parmi les revendications de ce collectif, beaucoup correspondent aux mesures proposées par le PS dans son plan « agir vraiment contre la crise », comme la hausse immédiate du SMIC ou le gel des loyers. Si les socialistes regrettent les troubles à l'ordre public et la paralysie engendrée par l'interruption de la distribution de carburant, ils demandent au gouvernement de s'engager dans des négociations ouvertes. Et de renoncer à sa loi de programme pour l'outre-mer qui doit être examinée au Sénat en mars, « avec deux ans de retard ».

Motion de censure économique du

Le Parti socialiste a présenté le 27 janvier une motion de censure, la deuxième depuis l'élection de Nicolas Sarkozy – la première concernait l'engagement de troupes françaises supplémentaires en Afghanistan – contre « l'inaction » économique du gouvernement. C'est Jean-Marc Ayrault, le président du groupe socialiste à l'Assemblée qui, à la tribune, a expliqué le texte aux députés.

Présentant quelques heures auparavant la motion de censure à la presse, Martine Aubry a précisé : « Nous voulons être entendus. Nous voulons que le président de la République accepte de reconnaître que sa politique nous a déjà menés à la récession, à la perte du pouvoir d'achat, à l'augmentation du chômage ».

« Entendez-vous la colère qui monte dans le pays ? »

« La gravité du moment impose la responsabilité et l'engagement total de tous les acteurs de la vie publique.

C'est pour cette raison que je suis aujourd'hui à cette tribune, dans cet hémicycle que nous avons quitté il y a une semaine.

C'est pour faire entendre une voix, celle de l'opposition. Cette voix, précisément, que l'on voudrait brider, contenir et maîtriser. Pourtant, c'est cette voix de l'opposition qui, dès la précédente législature, a dénoncé les dangers du vote d'une loi encourageant le crédit hypothécaire rechargeable, cette voix qui a dénoncé les « subprimes à la française » que le candidat Nicolas Sarkozy proposait d'instaurer dans notre pays.

• C'est cette voix qui n'a jamais sous-



estimé l'état du pays et a appelé dès juillet 2007 à ne pas dilapider au bénéfice d'une poignée de privilégiés, 15 milliards d'euros à travers votre désastreux « paquet fiscal ».

• C'est cette voix encore qui a porté le principe d'un revenu de solidarité active, mais qui n'a pas accepté en septembre dernier que les hauts revenus soient exonérés de son financement à cause de votre « bouclier fiscal ».

• C'est cette voix qui n'a jamais refusé d'apporter des fonds propres aux banques, mais qui, dès l'automne, vous a alertés sur la nécessité de soumettre ces aides à l'exigence de contreparties.

• C'est cette voix différente et utile que vous devriez écouter et pourquoi pas, entendre...

Au début de ce mois, vous avez présenté

contre « l'inaction » gouvernement



un plan de relance. Mais une fois encore, vous réagissez de manière inadaptée. Tous les observateurs s'accordent à en souligner l'insuffisance.

Tôt ou tard – et le plus tôt sera le mieux – il vous faudra présenter un deuxième plan de relance qui, alors, devra être à la hauteur des enjeux.

Il sera alors encore temps de vous inspirer des propositions que Martine Aubry a présentées au nom du parti socialiste mercredi dernier.

Le plan que nous proposons aux Français nous l'avons voulu global, massif et à effets immédiats.

Nous voulons d'abord un plan massif d'investissement de l'état en lien avec les collectivités locales.

À côté des investissements privés qu'il

faut encourager, il faut stimuler l'investissement des collectivités locales qui assurent 75 % des investissements publics en France. Contrairement aux idées reçues, ces investissements ne creusent pas la dette publique, mais forment la croissance de demain. Qu'il s'agisse de recherche, d'éducation, de transport public ou de logement, d'énergies renouvelables, nous savons qu'il y a là les ressources pour tirer le pays vers une croissance durable.

Nous sommes favorables ensuite à des aides aux entreprises, mais assorties de fortes contreparties.

- Est-ce que vous trouvez normal que l'argent versé aux banques puisse encore servir au versement de dividendes, de parachutes dorés, de stock-options, ou de retraites chapeaux, sans que s'améliore même l'accès au crédit ?
- Est-ce que vous trouvez acceptable que l'usage de l'argent des contribuables puisse ne pas donner lieu à un contrôle public de la façon dont il est utilisé ?
- Est-ce que vous trouvez juste de ne pas établir de différence entre les entreprises qui réinvestissent leurs bénéfices dans l'outil de travail, l'emploi ou l'augmentation des salaires et celles qui privilient toujours la distribution de dividendes aux actionnaires ?
- Est-ce que vous trouvez crédible de prétendre, à l'instar du chef de l'Etat, rompre avec le capitalisme financier sans rien entreprendre contre les licenciements d'opportunités ou les « licenciements boursiers » ? Et bien, pas nous !

Nous prônons enfin, à côté des efforts d'investissement, le soutien à la consommation des ménages en améliorant leur pouvoir d'achat, et en offrant une aide accrue aux chômeurs.

Pourquoi développons-nous ce volet que vous avez totalement éclipsé ? Parce que les dépenses d'investissement stimulent l'activité, améliorent la compétitivité, ouvrent de nouvelles opportunités de croissance, mais leurs effets ne se feront sans doute pas sentir avant 2011. Les mesures stimulant la consommation ont, elles, un impact immédiat et bénéficient à l'ensemble de la population.

Alors j'entends déjà vos réponses : 500 euros pour les plus modestes, la revalorisation du SMIC et des allocations logement, la généralisation du chèque transport ou la réduction de la TVA... tout cela dégraderait notre commerce extérieur !

Ces 25 milliards allant directement au pouvoir d'achat, seraient du gaspillage et profiteraient principalement aux importations. À vous entendre les bénéficiaires de nos mesures courraient dépenser cette manne en écrans plats produits en Asie. Quelle caricature ! Quel aveuglement quand on constate que les restaus du cœur n'ont jamais connu une telle affluence et que le surendettement n'a jamais été aussi répandu qu'aujourd'hui !

J'entends aussi que nous serions rattrapés par nos démons de 1981... Faut-il que vous soyez à court d'arguments : tous les pays européens et les États-Unis procèdent simultanément à une relance de la demande.

Monsieur le Premier Ministre, je vous ai entendu dire samedi que « tous les Français sont dans le même bateau, la même tempête ». Ce n'est pas contestable. Ce qui l'est, c'est votre politique, parce qu'avec vous, c'est toujours des mêmes que l'on exige les sacrifices...

Entendez-vous la colère qui monte dans le pays ? Elle s'exprimera massivement jeudi prochain.

Votre échec est là, et plutôt que de le reconnaître, vous préférez faire taire tous les contre-pouvoirs.

- Est-il un seul pays pluraliste qui entreprend un tel retour en arrière avec la nomination de ses dirigeants de télévision et radio par le président de la République ?
- Est-il un État de droit qui envisage de ramener l'instruction judiciaire dans l'orbite du pouvoir exécutif ?
- Est-il une autre démocratie où rééquilibrer les pouvoirs entre Gouvernement et Parlement se solde concrètement par une limitation du droit d'amendement de l'opposition ?

Comme lors de toutes les grandes épreuves, la Nation doit toute entière être mobilisée.

Monsieur le Premier Ministre, vous nous demandez l'*« union nationale »*, mais qu'entendez-vous par là ? Un plébiscite de votre politique ?

Pour nous cette crise n'est pas un accident regrettable. Elle est la conséquence d'une idéologie ultralibérale. La question n'est pas simplement de juguler dans l'urgence une hémorragie financière, il s'agit surtout d'interdire tout retour à la situation antérieure.

À cette nécessité, vous restez sourds parce que ce sont vos propres dogmes qu'il vous faudrait accepter de remettre en cause.

Le véritable enjeu, c'est de prévenir de nouvelles crises en modifiant en profondeur le système lui-même. Ce n'est pas l'orientation que vous avez choisi de prendre.

C'est pourquoi, je demande à l'Assemblée nationale, de bien vouloir censurer la politique de votre gouvernement. »

« Parler de baisse de la délinquance n'a aucun sens »



Lundi 19 janvier, Michèle Alliot-Marie, s'est félicitée d'une baisse de 0,86 % de la « délinquance générale », en 2008. Un terme qui englobe aussi bien les meurtres que les défauts de permis de conduire. Et qui ne veut donc rien dire, comme l'analyse Laurent Mucchielli, sociologue et directeur de recherches au CNRS, qui revient également sur la « frénésie sécuritaire » de la droite.

Sarkozy et Michèle Alliot-Marie, sa ministre de l'Intérieur, ont annoncé que la délinquance a baissé en 2008 de 0,86 %. Quelle signification donner à ce chiffre ?

Aucune. Mélanger tout – les meurtres, les incestes, les vols de voiture et de scooter, les cambriolages, les escroqueries à la carte bancaire, les fumeurs de joints, les sans-papiers, les défauts de permis de conduire... –, appeler ça « La délinquance » et dire que ça monte ou que ça baisse, ça n'a aucun sens. On ne peut parler sérieusement que de choses précises. Il faut au moins distinguer la baisse des vols et la hausse des atteintes aux personnes. Et ni l'une ni l'autre ne sont à porter au crédit de M. Sarkozy. Elles ont d'autres raisons.

Descentes de police dans les lycées, garde à vue de journalistes, fichage, sommes-nous aujourd'hui victimes d'une frénésie sécuritaire ?

C'est bien le terme que nous employons avec mes col-

lègues pour qualifier l'évolution des politiques de sécurité depuis 2002¹⁾. C'est un empilement de lois, année après année, sans véritable évaluation. On fait voter une nouvelle loi alors qu'on ne peut pas encore mesurer l'impact de la précédente. Donc on n'est pas dans une démarche rationnelle mais dans une posture idéologique ou dans une stratégie de communication. De même quand le gouvernement généralise la vidéosurveillance dans l'espace public, en dépit de toutes les études scientifiques qui montrent que l'impact de cette technologie est quasi nul en matière de prévention et de dissuasion.

Quand sommes-nous passés à cette frénésie sécuritaire ?

2002 est évidemment un tournant, à l'issue de cette campagne obsessionnelle sur « l'insécurité ». Mais le Parti socialiste devrait aussi se poser des questions. La stratégie du gouvernement Jospin était de tenter de couper

l'herbe sous le pied de la droite en récupérant à son compte le thème de la sécurité. Loin de dépassionner le débat, la gauche a contribué à une surenchère. Elle ne pouvait que perdre en donnant l'impression de faire la même chose que la droite mais en plus « soft ». À mon sens, la gauche ne pourra s'en sortir que si elle retrouve un discours qui permette de distinguer clairement les solutions « de droite » et « de gauche ».

Le gouvernement ne joue-t-il pas sur l'ambiguïté du terme « insécurité » ?

Bien sûr. Lorsque l'on interroge nos concitoyens sur leur sentiment d'insécurité dans la vie quotidienne, ils n'évoquent pas les crimes qui sont à la Une des journaux ; ils parlent d'incivilités et de petite délinquance. Ils parlent aussi de sentiments d'impuissance ou d'abandon et de crainte que la situation empire. La rhétorique des discours sécuritaires consiste à relier ces petites choses du quotidien



avec de grandes menaces, tel le terrorisme, pour donner l'impression d'une continuité. Dès lors, les petits problèmes d'aujourd'hui annoncent les grands de demain, et il faut voter pour ceux qui ont compris le danger. CQFD.

Concernant les mineurs, l'ordonnance de 1945 est-elle le dernier pilier à abattre ?

Pilier très symbolique puisque ce texte a déjà été modifié 31 fois depuis 1945... Mais c'est bien à ce symbole que l'on en veut, surtout son préambule qui affirme le devoir éducatif de la collectivité à l'égard de tous ses enfants. Les vrais enjeux ne sont pas techniques. Il s'agit de principes philosophiques et de valeurs, d'où découlent des façons de prendre en charge les problèmes des jeunes.

Le gouvernement argue d'un rajeunissement et d'un durcissement de la délinquance des

mineurs. Quelle est l'évolution des chiffres de la délinquance des mineurs ?

Nous en sommes arrivés à des niveaux d'analyse tellement faibles et biaisés que j'ai été amené à publier récemment une petite note à ce sujet⁽²⁾. J'y montre que rien n'indique un rajeunissement et un durcissement continus de la délinquance, et qu'il n'y a pas non plus de problème particulier avec les moins de 13 ans. Les évolutions sont ailleurs. D'abord dans un processus de judiciarisation au terme duquel des petites délinquances jadis régulées de manière informelle sont aujourd'hui portées devant la justice, ce qui gonfle les statistiques. Les faits ne sont pas plus graves, c'est notre façon de les gérer qui a changé. Ensuite dans un processus de ghettoïsation qui concentre une partie importante des problèmes est dans un petit nombre de quartiers, avec comme premier facteur l'échec scolaire.

En quoi les différentes sorties de Rachida Dati sur le sujet montrent-elles une volonté de durcir le traitement des mineurs délinquants ? On pense notamment à la polémique sur la prison à 12 ans, et au rapport Varinard...

Les discours de la droite actuelle sont purement rhétoriques, ils visent à occuper un terrain politico-média et à entretenir une préoccupation dans l'opinion, quitte à déformer gravement la réalité, voir à mentir sans vergogne comme Mme Dati récemment sur un plateau de télévision⁽³⁾.

**Propos recueillis par
Stéphanie Platat**

(1) : L. Mucchielli (sous la direction de), *La Frénésie sécuritaire*, Éditions La Découverte, 2008.

(2) : « Note statistique de (re)cadrage sur la délinquance des mineurs », <http://champenal.revues.org/document7053.html>

(3) : D. Simonnot, « Un mineur 52 fois condamné par Dati », *Le Canard enchaîné*, 5 novembre 2008.

Tempête dans le Sud-ouest Solliciter l'Europe

A l'initiative des députés socialistes européens de la grande région Sud-ouest, Kader Arif, Gilles Savary, Françoise Castex, Michel Teychenné et Béatrice Patrie, un débat d'urgence au Parlement européen a été demandé afin d'activer la solidarité européenne et les instruments de gestion et de prévention des catastrophes naturelles pour les pays touchés par la tempête Klaus (France, Espagne, Portugal et Italie). « Nous en appelons au gouvernement français pour qu'il saisisse officiellement et le plus rapidement possible la Commission européenne afin de déclencher, entre autres, l'aide disponible au titre de l'Instrument financier pour la protection civile et le fonds de solidarité de l'Union européenne. »



États-Unis Obama s'engage contre le réchauffement climatique

A lors que George W. Bush s'était toujours refusé à engager les États-Unis dans la lutte contre le réchauffement cli-

Le chiffre

Une nouvelle édition du forum social mondial se tient à Belém, au Brésil, du 27 au 31 janvier. Près de 100 000 personnes sont attendues pour réfléchir au mot d'ordre commun des mouvements socialiste, écologiste et altermondialiste : « Pour une mondialisation maîtrisée et solidaire ». Pour les eurodéputés socialistes, « ces trois forces convergent sur un "New Deal", vert et international : équipements collectifs, infrastructures transnationales, économie verte et sans carbone, valorisation de la "matière grise", sécurité et souveraineté alimentaire, co-développement Nord-Sud... ».

100 000



matique, Barack Obama l'a fait au septième jour de son entrée à la Maison Blanche. Il a affirmé, le 26 janvier, que son pays était prêt à mener ce combat, appelant à une « coalition mondiale » contre le phénomène, tout en soulignant la nécessité d'y inclure la Chine et l'Inde. Et précisé qu'une telle initiative jouerait en faveur de l'indépendance énergétique des États-Unis.

Agriculture La FAO craint de nouvelles pénuries

Selon Jacques Diouf, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la récente baisse des prix alimentaires pourrait conduire certains agriculteurs à renoncer à produire et entraîner de nouvelles pénuries. « Cela pourrait donner

lieu à une baisse significative de la production en 2009-2010 et à une hausse des prix supérieure à celle de 2007-2008, à moins qu'elle ne soit compensée par les effets de la récession », a-t-il déclaré lors d'une conférence sur la sécurité alimentaire à Madrid, les 26 et 27 janvier.

Italie L'humour très controversé de Berlusconi

Le Premier ministre italien, Sylvio Berlusconi, a estimé qu'empêcher les viols était une mission impossible, car « il y a tellement de belles filles italiennes que cela ne sera jamais possible ». Deux viols ont eu lieu récemment à Rome et dans sa région. Après avoir qualifié Barack Obama, il y a quelques semaines, de « jeune, beau et bronzé », Berlusconi fait une nouvelle fois preuve d'une bêtise glaçante. Le leader de l'opposition de gauche, Walter Veltroni, a aussitôt dénoncé un « manque de responsabilité et de sensibilité ».

Page réalisée par Fanny Costes

Les Français souffrent. La crise économique, qui s'étale à la Une de tous les journaux depuis des semaines, n'est pas un simple phénomène médiatique. Lentement, insidieusement, ou brutalement, elle frappe. Et pas au hasard. Les premiers dégâts se concentrent comme toujours sur les plus faibles, les plus fragiles. Bientôt tout le pays sera touché.

Chômage, plans sociaux, licenciements massifs, annulation de commandes, fermetures d'usines, derrière les mots, des maux d'une grave intensité.

Et contre tout ça, rien. Ou si peu. Nicolas Sarkozy multiplie les mesurettes, tout en obscurant nos écrans de télévision. Alors, le Parti socialiste a décidé de prendre les choses en main. Et d'agir vraiment contre la crise. Son plan, qui a le mérite d'être massif et équilibré, s'attèle immédiatement à la tâche.

Pour ce dossier, la rédaction de l'hebdo a rencontré des associatifs, des salariés, des syndicalistes, des chefs d'entreprise, une mère de famille, un économiste. Alors que certains évoquent les difficultés qui s'accumulent, auxquelles jour après jour ils font vaillamment face, d'autres, les « experts », expliquent en quoi « l'autre plan de relance », celui des socialistes, est -avec sans doute ses imperfections, ses petites lacunes- le bon plan. Celui dont le gouvernement ferait bien de s'inspirer, s'il veut enrayer une grave crise sociale qu'il redoute tant.

Ariane Gil



AFP





Sommaire

Eric Heyer, économiste, approuve les grandes lignes du plan de relance socialiste
Cinq séquences : Tranches de vie, propositions socialistes, analyse

p. 14 à 16
p. 17 à 29

Emploi
Pouvoir d'achat
Territoires

p. 17 à 19
p. 22 à 24
p. 28 à 29

Entreprises
Investissement

p. 20 à 21
p. 25 à 27

« Le plan de relance socialiste est équilibré »

Mercredi 21 janvier, le Parti socialiste a présenté son plan de relance. Un ensemble de propositions cohérentes pour agir vraiment contre la crise. Là où le plan Sarkozy néglige la relance de la consommation, le plan socialiste en fait une priorité, sans oublier d'agir aussi sur l'investissement. Il s'agit donc d'un plan équilibré, comme l'analyse Eric Heyer, économiste et directeur adjoint au département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques.

La crise que nous traversons n'est-elle pas d'abord politique et sociale?

Sur l'année 2008, il y a eu quatre chocs. Le premier choc est la crise du pouvoir d'achat liée au fort regain de l'inflation qui est passée de 1 à 3,6% en neuf mois alors que les salaires n'ont pas progressé à la même vitesse. Le deuxième est le retour du marché immobilier. Il a été moins fort qu'aux États-Unis ou qu'en Espagne, mais il a quand même causé un effet de richesse sur les ménages propriétaires. Les biens immobiliers perdant en valeur, les propriétaires se sont considérés comme moins riches et ont donc davantage épargné, ce qui a rongé la croissance. Le troisième choc est un choc de change : l'euro valait 1,60 dollar en juillet, cela a nui à la compétitivité des entreprises françaises et au commerce extérieur. Et enfin il y a eu le choc financier. La moitié de la crise s'explique par le pouvoir d'achat, la crise financière n'est que pour un quart dans le ralentissement économique. En 2009 par contre, elle sera la principale responsable.

Les décisions prises avant cet éclatement étaient-elles les bonnes ?

Elles n'allaient pas forcément dans le bon sens. Le paquet fiscal est une mesure intéressante, mais elle est valable quand on dispose d'une marge de manœuvre budgétaire, qu'on est en plein emploi et qu'on tourne à pleine capacité. Même chose pour la défiscalisation des heures supplémentaires.

Le paquet fiscal est une mesure spectaculaire qui coûte 15 milliards d'euros. Il fait partie des promesses du candidat Sarkozy, mais il n'était pas adapté à la situation économique. Les décisions qui ont été prises n'étaient pas les bonnes. Nous vivons une crise de régulation du capitalisme : c'est une gouvernance qui a échoué.

Quels sont les ingrédients d'un bon plan de relance ?

L'action d'un plan de relance doit être rapide et réversible. À partir du moment où les choses s'arrangent, les mesures doivent être arrêtées ou inversées. Il doit être coordonné avec les autres pays européens. Les mesures doivent être massives, et non pas ciblées. Sur cette grille de lecture, on peut dire que le plan de Sarkozy n'est pas assez massif, les 26 milliards seront tout juste suffisants. Il aurait fallu faire un plan à 2 points de croissance et pas 1,3. Le plan socialiste remplit mieux cette condition. Le plan Sarkozy est difficilement réversible : il

L'action d'un plan de relance doit être rapide et réversible



Eric Heyer est directeur adjoint au département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques. Il consacre plus spécifiquement ses recherches aux déterminants de la productivité du travail en France.

s'agit d'avancer des projets prévus pour 2010 à 2009, mais si on décide de faire des rails, on ne va pas arrêter au milieu.

En quoi la coordination au niveau européen est-elle importante ?

En relance économique, les effets de fuite vers l'épargne et vers les produits importés sont

incontournables. Une partie profite donc à l'extérieur. L'Angleterre a décidé de baisser sa TVA, mais cela va surtout profiter à tous ses concurrents. C'est risqué. La baisse de la TVA est donc d'autant plus efficace si tout le monde la met en place. Car tout le monde récupère.

Pour résoudre la crise, le Parti socialiste a proposé un plan « qui marche sur deux jambes », qui relance de la consommation et de l'investissement. Qu'en pensez-vous ?

En période de crise, il faut en effet soutenir le pouvoir d'achat. C'était vrai en 2008, ça le sera un peu moins en 2009.

En 2009, les prix ne devraient plus augmenter, on parle de 0,5% d'inflation pour 2009, certains parlent même de déflation, mais les revenus vont baisser, du fait des licenciements et des pertes d'emploi. Ce sont ceux qui vont perdre leur emploi, ou les bas salaires qui vont être exposés.

Le plan présenté par Martine Aubry propose la hausse du RMI, des aides aux chômeurs et aux jeunes. Faut-il agir principalement en faveur des personnes les moins favorisées en temps de crise ?

On sait que le taux d'épargne augmente avec le revenu. Ainsi pour un revenu de 100 euros, les personnes au premier décile (les plus bas revenus) consomment tout, ceux qui gagnent davantage épargnent. On sait aussi que la proportion à consommer des produits étrangers s'élève avec le salaire. Pour faire une relance keynésienne efficace, il faut donc se concentrer sur ceux qui épargnent le moins.

Les personnes en emploi vont gagner en pouvoir d'achat en 2009, l'inflation passant. Cela ne sert donc à rien de les aider, contrairement à 2008 où tout le monde était touché. Allonger de six mois la durée d'indemnisation du chômage va aider les jeunes et les chômeurs en fin de droit, ceux-là même qui vont encore souffrir de la crise du pouvoir d'achat en 2009. Dans ma grille d'analyse cette mesure-là est donc parfaite.

Il y a également la proposition de baisser la TVA pour relancer la consommation...

Elle aurait été très efficace en 2008, moins en 2009. C'est une mesure symbolique car elle touche tout le monde. Mais je ne suis pas sûr

que les chefs d'entreprise vont répercuter l'ensemble de cette baisse. Cette baisse de TVA peut être vue comme une manière de baisser les charges.

En effet, l'augmentation de 3% du Smic proposée par le PS peut avoir un effet négatif sur les entreprises en difficultés et les faire passer du côté obscur. Conjuguée à une baisse de la TVA non-répercutée intégralement, cela peut être intéressant...

Quelles sont les conséquences à prévoir sur l'emploi en France ?

Il y a trois temps. Le premier, les entreprises jouent sur le temps de travail : elles ont moins recours aux heures supplémentaires et utilisent le chômage partiel. Dans un deuxième temps, elles se séparent des intérimaires et des CDD courts.

Enfin, elles licencient. Nous sommes dans la deuxième phase car il n'y a pas vraiment eu d'ajustement via les heures supplémentaires à cause de la défiscalisation et il y a eu trois fois moins de chômage partiel qu'en 1993. C'est sans doute lié aux 35 heures, les entreprises ayant demandé à leurs salariés de passer en RTT. Par contre, on va rester un moment dans la deuxième phase, les entreprises disposant d'un énorme vivier d'intérimaires - ils étaient 300 000 en 1993, 700 000 début 2008 - et de CDD courts, 57% des contrats signés fin 2007 contre 36% début 2000.

Le deuxième volet du plan socialiste s'intéresse à l'investissement...

C'est à peu près le même diagnostic que celui tiré par le gouvernement : pour parvenir à la reprise, il faut aider la trésorerie de l'entreprise. Nicolas Sarkozy aurait lancé son plan de relance avant, on aurait dit bravo. Aujourd'hui, il manque une partie. Il est important de relancer la consommation pour agir sur la croissance, mais cela ne dure qu'un temps, une fois que les gens ont tout dépensé c'est aux mesures sur l'investissement de prendre le relais. Le plan socialiste est donc équilibré.

Propos recueillis par Stéphanie Platat

Il est important de relancer la consommation pour agir sur la croissance »

« Ce sera très difficile de trouver un emploi »

A 45 ans, Lydia Campos est victime de la crise qui touche le secteur automobile. Licenciée en décembre, elle craint de ne pas retrouver un emploi.

Lydia Campos, 45 ans, vit à Elbeuf (Seine-Maritime) avec son mari, employé au service qualité de Renault Cléon. Un site automobile qui n'a pas échappé à la crise. Le mari de Lydia est au chômage partiel depuis plusieurs semaines et risque de perdre bientôt une partie de son salaire. Une épée de Damoclès. Car Lydia a appris son licenciement de la société EMT composants, un sous-traitant automobile, le 10 décembre dernier. Vingt ans qu'elle y travaillait pour un salaire d'environ



Lydia Campos, tout juste licenciée par un sous-traitant automobile

1300 nets par mois. « Pour les licenciements, ils avaient établi des critères : en fonction des enfants à charges, on avait tant de points, suivant l'âge tant de points... Ça n'a pas suffi à empêcher

.../...

17

L'analyse de Marie Löhrer

Du collectif AC contre le chômage

« Pour AC contre le chômage, l'ensemble des mesures du plan de relance du PS vont dans le bon sens. Mais elles manquent parfois d'ambition. La possibilité d'augmenter le nombre d'heures de chômage partiel, par exemple, est très intéressante. Mais selon nous, quand une entreprise est en difficulté, il faudrait pouvoir maintenir le salaire. Assurer 80% des revenus ne nous semble pas suffisant. Pour beaucoup, qui touchent déjà de bas revenus, 20% e moins représente une perte considérable. Certains salariés ont engagé des frais pour investir dans l'achat d'une maison par exemple. S'ils se voient amputés de plusieurs centaines d'euros par mois à cause du chômage technique ou partiel, il devient extrêmement difficile de payer les factures. Il est évident que prolonger la période plutôt que de licencier va dans le bon sens. Mais il aurait fallu aller plus loin encore.

Nous ne voulons pas être trop gourmands, mais la vie a un coût mensuel.

La prolongation de l'indemnisation chômage est, par ailleurs, une très bonne mesure. Car la recherche de l'emploi prend davantage de temps aujourd'hui, et les pertes de salaire peuvent être brutales. Pourtant, pourquoi a-t-on autant de personnes au RMI ? Parce qu'on ne connaît pas l'état réel du marché de l'emploi et des formations sur l'hexagone. Il faut faire un travail de bilan d'abord et ensuite orienter mieux et plus en force les formations. Mais ça se fera évidemment sur le plus long terme. Chacune des propositions socialistes doit donc être approfondie pour éviter les failles répétitives de ces dernières années. En insistant notamment sur la formation. Et en évitant de diviser les salariés entre eux. Accorder une prime aux bas salaires oui. Mais ne pas oublier ceux qui touchent autour de 1300 euros nets par mois et ne rentrent dans aucun seuil. »

.../...

mon licenciement. Ils devaient licencier 66 agents de production et ils m'ont mise dans le lot. Ce qui est injuste puisque j'étais opératrice sur presse pendant plusieurs années à faire de la découpe, à faire les mêmes tâches que les hommes », déplore Lydia. À 45 ans, elle a bien du mal à accepter cette situation. Même si elle considère qu'elle a « la chance de ne plus avoir ses enfants à charge », l'avenir lui fait peur. Pour les générations suivantes d'abord : « Il n'y a plus de boulot. Et la seule issue

aujourd'hui c'est l'intérim et le travail précaire ». Pour elle ensuite : elle qui a arrêté ses études à 16 ans, avait pu développer un savoir-faire dans le secteur automobile. Moteur économique de la région, la filière s'effondre aujourd'hui. Il faut donc penser à une reconversion. Après vingt ans de carrière, c'est loin d'être évident. « Ça va être difficile de retrouver un emploi. J'ai toujours travaillé dans le secteur automobile et c'est l'un des plus touchés. Je ne pourrai certainement pas retrouver dans ce secteur d'activité cette année et même après. Et mes qualifications ne me permettent pas vraiment pour l'instant de me tourner vers autre chose. Peut-être qu'avec une formation, j'arriverai à exercer un autre métier. Mais j'accuse encore le coup du licenciement. Et je ne sais pas dans quelle direction aller.

« Tout recommencer »

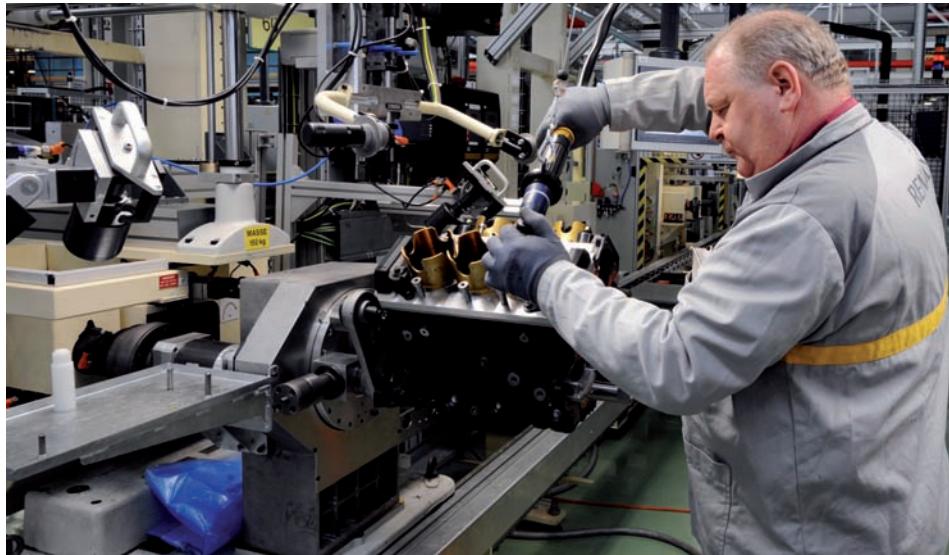
LES PROPOSITIONS SOCIALISTES pour lutter contre le chômage et développer l'économie



- Allongement de six mois de la durée d'indemnisation du chômage
- Extension du chômage partiel
- Généralisation du contrat de transition professionnelle
- Maintien du départ pour les carrières longues à 40 annuités
- 100 000 emplois aidés supplémentaires
- 100 000 emplois verts et contrats associatifs pris en charge à 75% par l'Etat
- Gel des 30 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique
- Gel des 20 000 suppressions de postes dans les hôpitaux

À 45 ans, c'est difficile de se dire qu'il faut tout recommencer », confie Lydia. Une convention de reclassement personnalisé (CRP) lui a été proposée. « Mais je ne pouvais pas décider en quatorze jours ce que j'allais faire après tant d'années de carrière. Je n'arrivais déjà pas à avaler le fait d'être virée ! » Devant ses collègues qui subissent le même sort, elle tente de tenir le coup. Certains connaissent des situations encore plus dramatiques. Pourtant, comme eux, elle n'a rien touché entre mi-décembre et le 22 janvier. Elle vient juste de recevoir une partie de son salaire. Et elle ne connaît pas encore le montant de son indemnité chômage. Face à cette situation, elle relativise. Ce n'est « pas encore catastrophique ». Le plus dur en réalité c'est qu' « on est sans cesse en train de nous faire sentir que nous avons perdu notre emploi. Et c'est lourd à porter », glisse-t-elle.

Fanny Costes



L'analyse de Jean-Claude Tricoche

Secrétaire national à l'économie sociale du syndicat UNSA

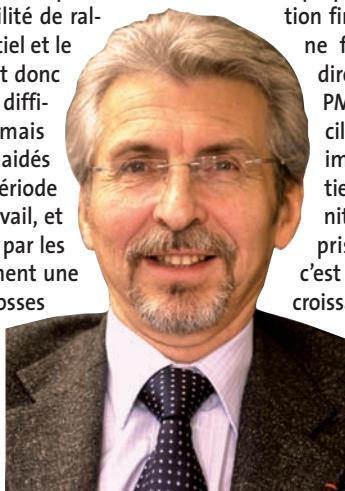
« Ce plan est un juste équilibre entre relance de la demande, donc du pouvoir d'achat, et celle de l'offre. Ce qui correspond à ce que nous souhaitons. L'augmentation du chômage partiel va particulièrement dans le sens de nos demandes. Dans cette période difficile, un certain nombre d'entreprises sont amenées à faire peser des menaces sur l'emploi. La possibilité de rallonger la durée du chômage partiel et le maintien de 80% du salaire peut donc permettre de passer les instants difficiles au salarié évidemment, mais aussi à l'employeur. Les emplois aidés de façon générale, surtout en période de tension sur le marché du travail, et même si l'idée est très critiquée par les plus néo-libéraux, est effectivement une nécessité pour traverser les grosses difficultés sur le marché de l'emploi. C'est un élément normal de la politique de l'emploi selon

nous. Ces emplois aidés doivent évidemment, ensuite, s'accompagner de mesures de qualification, et de perspectives de sortie par le haut.

D'autre part, revenir sur les suppressions de postes dans la fonction publique dans une période paraît tout aussi nécessaire.

Toutefois, il faut bien dire que ce plan part du principe que la crise financière est jugulée. Mais nous n'en sommes pas certains. Du coup l'efficacité des

mesures proposées est contrainte par la situation financière actuelle. Si les banques ne font pas l'effort nécessaire en direction du crédit notamment, des PME, une amélioration sera difficile. C'est quand même un facteur important de la lutte pour le maintien de l'emploi et pour la pérennité d'un certain nombre d'entreprises aujourd'hui menacées. Et c'est évidemment par un retour de la croissance et du développement économique que l'on pourra réellement retrouver une situation de l'emploi satisfaisante. »



« Je redoute les commandes annulées au dernier moment »

La crise a fait vaciller de nombreuses PME. Manque de financement, problèmes de trésorerie, les défaillances et les dépôts de bilan se multiplient. Patronne d'une PME innovante, Laetitia Gazel-Anthoine reconnaît que la période est difficile mais affronte la situation avec pragmatisme.

20

Ne pas céder au catastrophisme ambiant. C'est peut-être un des secrets de Laetitia Gazel-Anthoine pour faire face à la crise et aux menaces qu'elle fait peser sur les PME. Particulièrement sur les PME innovantes. Parce qu'elles présentent plus de risques, les investisseurs devenus frileux s'en détournent. Or, l'innovation est justement la clé de voûte de l'entreprise de Laetitia : « Une entreprise innovante fondée sur des technologies innovantes », résume la jeune femme qui a créé Connecthings en 2007. Cette société emploie aujourd'hui 6 personnes et développe des logiciels pour créer du contenu géolocalisé pour téléphones portables. Une idée astucieuse qui permet de recevoir des informations ciblées sur son mobile en fonction de l'endroit où l'on se trouve. Les clients de Connecthings : les collectivités, les musées et tous les acteurs qui ont un espace ouvert au public. Pour l'instant, Laetitia n'a pas d'annulation de commandes à déplorer. Mais elle partage les craintes de tous les patrons, dans ce contexte miné par l'incertitude et le manque de visibilité. « Bien sûr, je redoute que mes clients ne décalent leur projet dans le temps ou annulent leur commande du jour au lendemain,

admet-elle. Il se peut aussi qu'il y ait plus de freins à notre besoin de financement. Il sera sans doute plus difficile de lever des fonds auprès des capitaux risqueurs qui prennent désormais beaucoup plus de précautions. » Heureusement, pour l'heure, l'entreprise qui se trouve encore au stade de l'amorçage n'a pas besoin de nouveaux fonds. Et Laetitia pense davantage à recruter qu'à se séparer de ses salariés. Prévoyante, elle ne s'est pas trouvée dépourvue lorsque la crise est venue : « Pour payer mes salariés, j'ai fait appel à différents organismes comme Oséo (établissement public qui finance les PME), l'ANR... et j'avais déjà préparé mon financement pour 2009. » Foncièrement optimiste, Laetitia veut même croire que la crise sera propice à l'innovation et donc à Connecthings. « Pour s'en sortir, il faut être astucieux et se montrer imaginatif pour trouver des façons de baisser les coûts ou d'améliorer les ventes. » Pour autant, cette patronne

**Laetitia
Gazel-
Anthoine,
chef
d'entreprise,
Paris**



L'analyse

Secrétaire général de la CGPME (Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises)

« De façon générale, la CGPME approuve la dimension du plan socialiste qui agit sur l'offre. Nous sommes plus dubitatifs à l'égard des propositions visant à relancer la demande. Cela dit, certaines mesures nous paraissent d'autant plus pertinentes qu'elles concernent spécifiquement les PME. Car avec la crise, la situation des PME est alarmante, quel que soit le secteur. Ainsi, une mesure comme le crédit impôt-recherche bonifié spécifique nous intéresse particulièrement. Nous sommes convaincus que la sortie de crise passe par l'innovation. Seulement, cela représente un vrai risque pour les entreprises ainsi qu'un coût important. Le crédit envi-

LES PROPOSITIONS SOCIALISTES pour répondre aux difficultés des PME



souriente n'est pas déconnectée des réalités et a conscience que la situation est loin d'être idyllique. Ne serait-ce qu'à travers la situation de son mari. Employé dans une grosse PME aéronautique, il connaît les ravages engendrés par des annulations de commandes. Et Laetitia sait que cela peut toujours lui arriver. « Pour l'instant, je ne suis pas particulièrement inquiète, mais peut-être que dans trois mois, je ne tiendrais pas le même discours. » Une phrase accompagnée d'un rire, comme pour conjurer le pire.

Elisabeth Philippe



de Jean-Eudes Du Mesnil

sagé par le PS s'adresse notamment aux entreprises intervenant dans l'économie verte. Nous croyons également en la croissance verte, d'un point de vue citoyen, mais aussi comme facteur de développement pour les entreprises. Mais nous souhaiterions aller encore plus loin en inscrivant le dépôt de marque, à savoir tout ce qui relève de la propriété intellectuelle, dans les dépenses éligibles au crédit impôt-recherche.

Nous sommes aussi favorables à la modulation de l'impôt sur les sociétés, suivant que les bénéfices sont réinvestis ou distribués aux actionnaires. Nous l'avions nous-mêmes proposé, en souhaitant toutefois que cette modulation soit également valable pour les bénéfices

redistribués aux salariés ou remontés aux fonds propres de l'entreprise. Nous partageons également l'idée d'une intervention contraignante de l'État auprès des banques recapitalisées pour favoriser l'accès au crédit et ainsi soutenir la trésorerie des PME. Dans la mesure où les banques ont pu compter sur l'aide de l'État, il est normal qu'en retour, on s'assure que cette aide contribue bien au financement des PME et pas seulement à recapitaliser les banques. Plus globalement, nous souhaitons sécuriser davantage dans le temps les relations entre les banques et les PME. »



■ Mettre en place un crédit impôt-recherche bonifié et spécifique pour les PME-TPE innovantes et intervenant dans l'économie verte

■ Moduler l'impôt sur les sociétés suivant que les bénéfices sont réinvestis ou distribués aux actionnaires

■ Favoriser l'obtention de crédits par une intervention contraignante de l'Etat auprès des banques recapitalisées

■ Soutenir la trésorerie à court terme des entreprises



« De vraies difficultés pour boucler les fins de



**Cathy
Robichon,
43 ans, télè-
vendeuse,
Coëtmieux
(Côtes-
d'Armor)**

Mère de deux enfants, Cathy Robichon gagne 1400 euros nets par mois. C'est peu, mais c'est déjà trop pour toucher certaines aides. Alors, en temps de crise, et avec l'inflation, les fins de mois sont encore plus difficiles et l'avenir devient source d'angoisse.

« J'ai 43 ans et suis seule avec deux enfants de 12 et 14 ans. Je travaille comme télèvendeuse dans une entreprise agroalimentaire de Bretagne, de puis 24 ans. Je gagne environ 1400 euros nets par mois. Je fais donc partie, selon les statistiques, de la classe moyenne. Mais lorsqu'on est comme moi en bas de l'échelle, on a de vraies

difficultés pour boucler les fins de mois. Je dépasse tous les seuils. Je ne touche aucune aide si ce n'est l'allocation rentrée scolaire. Je n'ai pas le droit aux APL ou à la prime pour l'emploi. 1400 euros du coup, c'est trop mais pas assez. Si je n'étais pas seule avec mes enfants, un deuxième salaire même pas très élevé changerait les choses. Je touche une pension alimentaire de 280 euros, mais les effets sont un peu pervers, car cette somme est considérée comme un revenu.

Heureusement mon entreprise se porte plutôt bien. Et mon travail me plaît. Toutefois, depuis l'arrivée de l'euro et surtout depuis l'année der-

.../...

L'analyse de Marie-Jeanne Husset,

directrice de la rédaction de 60 millions de consommateurs

« Le gros problème du pouvoir d'achat aujourd'hui tient aux revenus. Tout ce qui peut aider les familles et en particulier les gens modestes, est essentiel. En particulier sur une année où une série de plan sociaux est annoncée. L'aide de 500 euros destinée à plus de 12 millions de personnes est donc très bien venue et répond à l'urgence. En revanche, la baisse de la TVA peut avoir des effets pervers. Il faudrait être sûr, et donc mettre en place un contrôle, que cette baisse se répercute sur les prix de vente. On constate en ce moment une baisse du prix des matières premières. 60 millions de consommateurs va bientôt publier une étude sur le prix des produits courants dans laquelle on voit que cette baisse ne se répercute pas sur les prix à la consommation. De plus, beaucoup de produits sont importés, notamment depuis l'Asie. Cette baisse favoriserait donc plutôt ces pays qu'une production nationale. Par contre, une baisse de la TVA sur des produits ou des services de proximité pourrait avoir un effet sur les produits alimentaires comme les laitages, ou tout ce qui tourne autour du logement. Il faudrait donc préciser cette mesure et plutôt qu'une baisse générale d'un point, la limiter à des productions françaises. Par ailleurs, la généralisation du chèque transport est une mesure importante. Il est difficile de mesurer son impact financier sur la population. Il s'agit pourtant un budget important. D'autant plus quand le prix du carburant augmente pour les utilisateurs de véhicules personnels. D'ailleurs, même les transports en commun coûtent plus cher.

Enfin, le gel des loyers dans les zones à forte hausse en 2009 et 2010 est une mesure intéressante, mais on pourrait aller plus loin. La hausse conséquente des loyers et du prix de l'immobilier est l'une des premières causes de stagnation ou de baisse du pouvoir d'achat. Nous sommes dans une période de baisse de l'immobilier, ne faudrait-il pas s'interroger sur une baisse des loyers plus que sur un gel ? C'est peut-être ambitieux, mais les loyers doivent davantage correspondre à la réalité de l'immobilier français. »

« **60 millions de consommateurs va bientôt publier une étude sur le prix des produits courants dans laquelle on voit que cette baisse ne se répercute pas sur les prix à la consommation. »**



AFP

mois »



.../...

nière, le coût de la vie n'a cessé d'augmenter. Je me prive sur les sorties, les loisirs ou l'habillement. Mais les prix de l'alimentation ont tellement grimpé que là aussi, il faut faire attention. On ne mange quasiment plus de légumes à la maison. Autre exemple, mon fils aîné et moi portons des lunettes. Avant, j'en avais pour une vingtaine d'euros de ma poche. Cette année, j'ai dû payer 120 euros. La sécu et les mutuelles ne remboursent plus. Notre système est beaucoup moins protecteur. Au quotidien, mes enfants ont bien compris que nous n'avions pas les moyens pour certains loisirs. Il n'y a pas de console de jeu à la maison, ni d'ordinateur.

24

Un avenir incertain

Je suis propriétaire. Mon crédit me revient à 600 euros par mois. Et c'est finalement moins cher qu'un loyer. Dans la région, il faudrait compter 700 euros pour nous loger tous les trois. Il me reste 6 ans à payer. Et j'espère qu'avec la crise, je n'aurai pas de mauvaise surprise pour mes remboursements. Je vis à Coëtmieux, à trois minutes de mon lieu de travail et à dix kilomètres de la mer. Je bénéficie malgré tout une bonne qualité de vie. Quelqu'un avec la même situation que moi, en région parisienne par exemple, n'a pas la possibilité de souffler en arrivant chez lui. Je le sais pour y avoir vécu. Malgré tout, j'ai du mal à envisager l'avenir. Pour l'instant, je fais au jour le jour. Je ne crois pas que je me serais lancée dans l'achat d'une maison maintenant. Je ne sais pas ce qui peut arriver demain. Perdre mon emploi ? Je suis le seul salaire à la maison. Ce serait une catastrophe. »

Propos recueillis par Fanny Costes

LES PROPOSITIONS SOCIALISTES



pour relancer immédiatement le pouvoir d'achat et la consommation

- Une augmentation rapide des salaires, des pensions et des prestations sociales, avec :
- Le versement d'une aide immédiate de 500 euros dès le mois de février 2009 à tous les bénéficiaires de la prime pour l'emploi (9 millions de salariés) ;
- Le versement d'une aide immédiate de 500 euros dès le mois de février 2009 à tous les bénéficiaires des minima sociaux (minimum vieillesse, RMI-RSA, API, AAH, ASS...) ;
- Une revalorisation du SMIC de 3 % au 1er février 2009
- La soumission des exonérations de cotisations sociales à la conclusion effective d'accords salariaux annuels ;
- La généralisation obligatoire du chèque transport
- La revalorisation immédiate des allocations logement de 10%.
- Une baisse de 1 point du taux normal de TVA, passant de 19,6% à 18,6% – pour soutenir le pouvoir d'achat des Français par une baisse généralisée des prix à la consommation, mais également la trésorerie des entreprises, en particulier des PME et TPE.
- Un gel des loyers dans les zones de forte hausse en 2009 et 2010, et la limitation de la hausse de l'ensemble des autres loyers au taux d'inflation ;



Investissement : « 2009 s'annonce mal »

Tiraillée entre un secteur boosté par le Grenelle de l'environnement et une filière – le BTP – en crise, la société Pouget Consultants a dû réorienter une partie de ses activités pour ne pas sombrer. À sa tête, André Pouget évoque ses difficultés et ses efforts pour protéger ses employés.

Il est étonnamment calme derrière ses lunettes vert fluo. D'ailleurs tout est calme dans le bureau d'études d'André Pouget. Des vélos hollandais sont encore garés dans l'entrée malgré l'heure tardive, en ce vendredi soir. Ambiance studieuse. Pourtant, cette PME basée à Paris et à Nantes, spécialisée dans les économies d'énergie a dû ralentir son rythme de travail. Les dossiers ne s'accumulent plus autant. Crise oblige. La PME Pouget Consultants travaille pour le BTP, un secteur particulièrement

touché par la récession. Sur les douze derniers mois de 2008, le nombre de mise en chantier a en effet connu un repli global de 14,3% par rapport à 2007. Le nombre de permis de construire a reculé de 24,4%. Au troisième trimestre 2008, un peu moins de 16 300 logements neufs ont été vendus, soit 44% de moins qu'au troisième trimestre 2007. Et le marché de l'ancien ne se porte pas beaucoup mieux. Les agents immobiliers ont en effet enregistré une baisse de 20 à 25% de leurs transactions en fin d'année par rapport à 2007. Sans compter la baisse, légère mais présente, des prix de l'immobilier. La dégringolade subie par le secteur a été plus que brutale, concentrée sur les 4 derniers mois de l'année.

L'entreprise d'André Pouget, créée en 1982, fait travailler 24 salariés sur trois axes : elle distribue de l'énergie économisée dans les secteurs du résidentiel et

André Pouget, patron de la PME Pouget Consultants, spécialisée dans les économies d'énergie

.../...

L'analyse d'Eric Aubin

Secrétaire général de la fédération CGT du bâtiment et de la construction.

L'impact de la crise est particulièrement important dans le BTP. Et pour cause : la branche promotion et construction est touchée avec des projets retardés ou annulés. La branche carrière et matériaux a subi des restructurations. La maintenance dans le second œuvre est atteinte car elle faisait appel à la sous-traitance, à l'intérim et aux CDD. Pour 2009, on nous annonce 25 à 30 000 emplois en moins.

Nous avons beaucoup travaillé sur le Grenelle de l'environnement et sur l'habitat écologique. On pourrait profiter de cette période pour former les salariés aux nouvelles techniques, et ainsi éviter les licenciements ou le chômage partiel. L'habitat écologique pourrait créer près de 100 000 emplois. De fait, un plan de rénovation écologique et d'isolation des logements pourrait être une solution efficace pour soutenir la filière.

Les collectivités locales peuvent nous aider à retrouver un bon niveau d'activité concernant les bâtiments publics. Le financement est problématique. Il faudrait que soit inscrit dans le plan la possibilité d'avoir des prêts à taux zéro pour que les collectivités locales puissent commander des chantiers de rénovation des universités, des hôpitaux...

Enfin, les entreprises de BTP peuvent effectivement trouver du travail dans le cadre d'un plan de modernisation de l'hôpital public ainsi que dans celui de la rénovation de l'immobilier universitaire.

L'Etat peut favoriser l'accès à des crédits pour lancer des opérations immobilières au lieu de distribuer de l'argent à des secteurs qui n'en ont pas vraiment besoin... L'état a toujours mené une politique de grands travaux. Reste à décider si en période de crise, elle ne doit pas être de plus grande ampleur.

Stéphanie Platat

.../...

du tertiaire, conseille les architectes sur la consommation d'énergie des constructions et assure également des missions de maîtrise d'œuvre sur des chantiers. « J'ai connu deux crises avant celle-ci, raconte André Pouget. Les commandes avaient beaucoup baissé, mais une crise comme celle qui s'annonce aujourd'hui, pour moi c'est la première et ça ne fait que commencer... »

Pouget Consultants était en affaires avec les grands groupes de promotion immobilière qui sont aujourd'hui les premiers exposés. Ainsi, certains de ses projets n'ont pas pu être menés à terme, faute de financement solide. Ils n'ont pas dépassé le stade du plan.

« Certains projets de logements collectifs ou de villages groupés n'étaient pas financés, pour d'autres, le financement était mal ficelé. Ce sont ces projets-là qui sont tombés à l'eau ! » Et fatallement, Pouget Consultants a perdu des commandes. Un manque à gagner qu'a évalué l'entrepreneur : « À la fin de l'année 2008, cela représentait une perte de 20% environ. »

Deux années de perdues

La PME réalise un chiffre d'affaires de 1,6 million d'euros. « 2009 s'annonce mal, le rythme des études thermiques va baisser. Je pense que ça va beaucoup plonger, on s'attend à 20, voire 30% de réduction, explique André Pouget. Des confrères sont très inquiets, la période n'est pas sereine. Il y a des turbulences et à mon avis, il n'y aura pas d'amélioration avant 2010. »

Presque deux années de perdues. Le départ de quelques clients vers d'autres entreprises s'ajoute aux défections des gros groupes immobiliers. « En période de crise, des concurrents qu'on ne connaissait pas sortent du bois, constate



LES PROPOSITIONS SOCIALISTES

pour soutenir le secteur du PTP et de la construction



encore André Pouget. Ils cassent les prix, mais ne proposent pas forcément de la qualité. » Il reconnaît avoir ainsi reçu des appels de clients démarchés par ces nouveaux venus dans le circuit, et qui se sont laissé séduire. « La crise est d'autant plus ressentie dans notre secteur que nous avions jusque-là connu une incroyable embellie », reconnaît l'entrepreneur.

Redéploiement

Pour autant, il ne s'alarme pas. Pour enrayer les effets de la crise, il n'a pour l'instant pris aucune mesure de taille dans l'effectif « Je ne veux pas y penser », tranche-t-il. En octobre, les négociations salariales ont été ouvertes comme l'année passée.

« Même si les augmentations ont été moins fortes que les années précédentes, elles sont un signal qu'il faut envoyer à l'équipe. » Et malgré la disparition de commandes, aucun des salariés n'a été mis au chômage technique. « Le groupe qui s'occupait des études thermiques pour l'habitat privé a été réaffecté sur les projets de réhabilitation de l'ancien et d'habitat social. »

Les bonnes références de l'entreprise dans le milieu (prix du développement durable de la ville de Paris en 2007) en font un interlocuteur de choix auprès du ministère du Logement entre autres, pour toutes les questions afférentes au Grenelle de l'environnement.

L'entreprise est également investie dans le plan climat de la ville de Paris qui fixe notamment comme objectif la rénovation de 55 000 logements sociaux, soit 25% du parc d'ici 2020 avec des exigences d'efficacité énergétique redoutables. « On compense, conclut André Pouget. Encore heureux que nous ayons anticipé pour nous placer sur ce marché très porteur, sans ça je ne sais pas trop comment j'aurais géré la crise. »

■ La mise en chantier dans les deux ans de 300 000 logements sociaux

■ Un plan de rénovation écologique et d'isolation des logements, confié à l'ANAH (Agence nationale pour l'habitat), ainsi qu'un effort massif pour garantir l'accessibilité des bâtiments publics aux personnes handicapées (1 milliard d'euros)

■ Un plan de réhabilitation et de construction de places d'hébergement d'urgence décentes supplémentaires (300 millions d'euros).

■ La multiplication par 5 des pénalités devant être payées à l'État par les communes, ne respectant pas l'obligation de proposer 20% de logements sociaux (loi SRU).

■ Un plan de rénovation et de construction dans l'immobilier universitaire.



Front uni à Saint-Étienne à la crise

La municipalité de Saint-Étienne (Loire) subit de plein fouet les conséquences de la crise et du désengagement de l'État. Confronté à une dérive régulière des dépenses, le maire, Maurice Vincent, s'emploie à remettre les finances à flot.

Les difficultés actuelles trouvent leur explication dans la dérive des dépenses sous la précédente mandature. « La rigueur de gestion de la droite à été toute relative, ironise le maire (PS) Maurice Vincent. Au point que la situation se solde par un effondrement de l'épargne nette qui sert à financer la maintenance des équipements et l'investissement, et donc le financement de l'investissement par un recours massif à l'emprunt, autrement dit par les générations futures ».

Restrictions

Crise financière oblige, les économies touchent tous les secteurs, du déploiement de logiciels libres et gratuits (700 000 euros économisés) à la réduction (- 30 %) des dépenses de personnel



**Maurice
Vincent, en
juin 2007**

du cabinet des élus. Soit, une réduction de 3 millions d'euros des dépenses courantes sur 2008 (- 3,3 %). « Les efforts pour 2009 seront encore plus importants, souligne le maire. J'ai fixé, dès juillet 2008, un objectif de - 6 % sur toutes les dépenses, à l'exception des plus indispensables ».

Les restrictions porteront, en particulier, sur les postes jugés les moins prioritaires : communication (-15 %), voyages à l'étranger, frais de restaurant et de cérémonies, dépenses du cabinet du maire et des élus (- 14 %), restructuration et rationalisation de l'administration pour éviter les doublons, mutualisation de certains services avec ceux de l'agglomération. Jusqu'aux cérémonies de vœux, qui ont occasionné une dépense de 190 000 euros en janvier 2008 et dont le coût a été divisé par quatre cette année !

L'État propose d'injecter des fonds publics pour contribuer à la relance ? La municipalité et la métropole saisissent la balle au bond pour anticiper plusieurs opérations visant à doper l'emploi et l'économie. Maurice Vincent et son équipe proposent ainsi de venir en aide à un foyer de jeunes travailleurs et à une auberge de jeunesse. Ils sollicitent également l'aide du gouvernement pour procéder à la démolition de logements, dans le cadre de l'opération « Dame Blanche », et reconstruire dans la foulée des bâtiments en prêts locatifs aidés...

Désengagements

Autres priorités : la réalisation du transfert de la faculté des sciences sur le site de la Manufacture, l'aménagement de l'échangeur de la Varizelle, qui permettrait de desservir deux grandes zones

LES PROPOSITIONS SOCIALISTES

pour les collectivités locales



économiques situées à l'entrée de l'agglomération, et l'accélération des travaux de protection des rivières pour limiter les risques de crue.

Reste le problème du CHU. Le Conseil d'administration a approuvé, à une très courte majorité, le principe d'un retour à l'équilibre qui prévoit, notamment, 400 suppressions d'emplois. Opposés à cette initiative, les élus de la majorité ont demandé que de nouvelles ressources puissent être trouvées, tout en veillant à une meilleure gestion de l'établissement. « Le Plan de relance pourrait permettre aux hôpitaux français de rééquilibrer leurs comptes, estime Maurice Vincent. Dans son plan de relance, Martine Aubry propose d'ailleurs le lancement d'un dispositif de modernisation d'un montant de 1,4 milliard d'euros, poursuivant les objectifs de l'égal accès aux soins pour tous et de la préservation du rôle de l'hôpital public au cœur de l'excellence du système de santé ».

Des projets plein la tête, mais peu de financements. C'est qu'à Saint-Étienne, comme partout ailleurs, les élus doivent de surcroît et depuis plusieurs années faire face aux désengagements incessants de l'État, aux transferts de charges non compensées et au recul des dotations.

Bruno Tranchant

L'analyse de Michel Destot

Député-maire de Grenoble, président de l'Association des Maires des Grandes Villes de France (AMGVF)

« En fait, tout est dit dans le titre de ce plan de relance qui est d'agir vraiment contre la crise avec une priorité immédiate donnée au pouvoir d'achat qui reste une très forte préoccupation de nos concitoyens. Je n'arrive d'ailleurs pas à comprendre que le gouvernement qui multiplie



les effets d'annonce oublie systématiquement la relance de la consommation ! Par ailleurs, en tant que Président de l'Association des grandes villes de France, je souscris pleinement aux propositions de relance de l'investissement public qui suggèrent notamment d'accompagner plus fortement les collectivités locales qui assurent déjà aujourd'hui le financement de 73 % des investissements publics ».

Régions, combien de divisions ?

Dans un rapport rendu public le 23 janvier, l'Observatoire des territoires dresse un panorama complet des dynamiques et disparités géographiques du pays. Si les régions du sud et de l'ouest attirent des populations de tous âges, celles du nord et de l'est – à l'exception notable de l'Île-de-France et de l'Alsace, qui séduisent les plus jeunes – sont en perte de vitesse.

30

C'est l'histoire du verre à moitié plein. Le rapport de l'Observatoire des territoires fournit un panorama contrasté de la situation française. Si, au regard de nos voisins européens, nos régions connaissent un relatif dynamisme démographique, le déséquilibre ne cesse de s'accentuer au détriment du Nord et de l'Est. Confrontées à un environnement de plus en plus concurrentiel, ces collectivités doivent faire face à la délocalisation de nombreuses entreprises, parallèlement à une baisse du niveau de production, dont les principaux bénéficiaires sont le Sud et l'Ouest, d'une part, l'Île-de-

France et l'Alsace, d'autre part. Sur le long terme, les régions les plus dynamiques se situent pour l'essentiel dans les Pays de la Loire, en Bretagne, Rhône-Alpes, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Languedoc-Roussillon et Poitou-Charentes. Trois d'entre-elles figurent d'ailleurs dans le « Top 20 » européen grâce à une activité supérieure à la moyenne. Le niveau de PIB de l'Île-de-France en fait ainsi le premier élève de la classe, loin devant la Lombardie et le Grand Londres. Rhône-Alpes et PACA occupent respectivement les septième et quinzième rangs, tandis que le Nord-Pas-de-



Calais arrive en vingt-quatrième position.

Globalement, les trois-quarts de la production nationale se concentrent sur dix régions qui engrangent la quasi-totalité des dépenses nationales en matière de recherche et de développement. Autant dire que les écarts se creusent entre le dynamisme affiché des unes et le recul marqué des autres, même si, au final, elles se situent dans la moyenne des pays de l'OCDE.

Valeur ajoutée

Les rapporteurs en sont convaincus : l'ampleur des écarts entre territoires s'explique principalement par « les différences de structures productives et par la plus ou moins grande capacité des régions à utiliser les ressources disponibles ». Ainsi, l'Île-de-France, PACA, l'Alsace, Champagne-Ardenne, la Haute-Normandie et l'Aquitaine peuvent se prévaloir d'activités à forte valeur ajoutée qui tirent leur niveau de PIB par habitant vers le haut. « Le bon niveau de la région des Pays de la Loire résulte plutôt d'une bonne mobilisation de l'emploi, poursuivent-ils. La région Centre compense un positionnement sectoriel moins favorable par une mobilisation de l'emploi. À l'opposé, la Région Languedoc-Roussillon ne parvient pas à compenser une situation défavorisée par le chômage et le nombre insuffisant d'emplois eu égard à la croissance de sa population alors que sa structure positive est proche de la moyenne nationale ». **B.T.**

Natalité

Les auteurs associent le dynamisme des pôles urbains à un taux de natalité particulièrement soutenu. À l'exception du Limousin et de l'Auvergne, les régions françaises « affichent les meilleurs soldes naturels européens, à des niveaux que seuls l'Irlande, les environs de Londres, le Nord de la Pologne ou un couloir allant du sud de la Bavière à la Vénétie atteignent ». Sans surprise, le territoire francilien



occupe ici encore le leadership, devant Rhône-Alpes, le Nord-Pas-de-Calais et l'Alsace.

Transformations

« La transformation des espaces périurbains et des bourgs ruraux, caractérisée à la fois par la croissance de la population et de l'emploi, conduit à une recomposition des territoires locaux établissant de nouveaux liens entre l'urbain et le rural », analysent les auteurs. Reste que l'inactivité et le chômage se concentrent, pour l'heure, dans les bassins d'emploi du Nord, de la Picardie, de la Haute-Normandie, de la Lorraine et de la Champagne-Ardenne, victimes du déclin industriel. Ces inégalités de revenus contribuent à leur manière à la précarisation des territoires. Tant et si bien que le Languedoc-Roussillon et la Corse doivent composer avec un taux particulièrement élevé de ménages à bas revenus.

Bruno Tranchant

La preuve *par l'exemple*

Limousin : des remèdes contre les déserts sanitaires



**Jean-Paul Denanot,
président
du Conseil
régional
du Limousin.**

Une réponse au vieillissement de la population et à la question de l'aménagement du territoire. En partenariat avec la Mission régionale de santé (MRS), Jean-Paul Denanot, président du Conseil régional du Limousin vient d'officialiser la mise en place de Maisons pluridisciplinaires de santé (MSP) dans des zones déficitaires ou en passe de le devenir. Ce, afin d'assurer des soins de proximité et de lutter contre la désertification socio-médicale sur un territoire manque déjà de kinésithérapeutes et de chirurgiens dentistes. Cette mesure doit également concourir au maintien de services publics performants, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité de vie des professionnels de santé.

Dans un premier temps, la MRS a identifié les zones considérées comme « déficitaires » ou « fragiles ». L'objectif : inciter les collectivités et leurs groupements, dans le cadre des pays et des parcs naturels régionaux, à créer

des MSP visant à « conforter l'accessibilité, la coordination, la continuité et la permanence de soins » et à « améliorer la qualité de l'exercice professionnel ».

Ces maisons forment avant tout un espace de regroupement pour les praticiens issus de



La mise en place de maisons pluridisciplinaires de santé va permettre d'assurer des soins de proximité.

disciplines différentes offrant des soins courants à la population. Elles doivent comprendre un noyau dur composé, au minimum, de deux généralistes, d'un infirmier et de stagiaires, et accueillir des acteurs de la prévention et du social. Quant au statut juridique, il peut varier au gré des situations : société civile de moyens, société civile de professionnels, associations de professionnels de santé ou encore groupement de coopération sanitaire. Choix d'autant plus crucial qu'il conditionne le versement des aides financières allouées à ces infrastructures.

B.T.

Des compétences clarifiées

Auditionnés par le Comité Balladur, les maires des grandes villes de France (AMGVF) ont réaffirmé leur volonté de mettre un terme à l'enchevêtrement des compétences entre communes, départements et régions. Ils souhaitent également limiter à deux le nombre de collectivités pouvant intervenir sur chaque projet et défendent le respect de la clause de compétence générale pour les communes. Enfin, ils se disent favorables à la mise en œuvre d'une collectivité urbaine unique, à l'horizon 2020, composée des municipalités et de leur intercommunalité, autour des villes de plus de 100 000 habitants.

Politique de la ville

Plan Banlieue : plus beaucoup d'espoir

Cafouillages, retards, absence de volonté politique... À la lecture du bilan du plan « Espoir Banlieue », lancé par le gouvernement, début 2008, c'est peu dire que le plan Marshall promis par Nicolas Sarkozy ne soulève guère l'enthousiasme à gauche. « Le compte n'y est pas ! », s'empête ainsi Gérard Sécura, maire d'Aulnay-sous-Bois et président de la commission Rénovation urbaine au sein de l'Association des maires de l'Île-de-France (AMIF). Rien

ou presque pour compenser l'augmentation des coûts de la construction, dénonce-t-il. « Des projets vont rester en panne ». L'élu évalue dans une fourchette de « 800 et 850 millions d'euros le différentiel en Île-de-France » la différence entre les coûts prévus et réels des travaux « et vraisemblablement 1,6 milliard d'euros au niveau national ».

Réforme territoriale

Gare à « l'entour-loupe politicienne »

À l'heure où le Comité Balladur s'apprête à présenter ses conclusions sur la réforme territoriale, Martine Aubry met en garde le chef de l'État contre toute utilisation abusive visant à reprendre des collectivités locales à la gauche. « Nous ne laisserons pas changer le mode de scrutin des élections régionales comme nous ne laisserons pas redécouper les circonscriptions à des fins électoralistes, prévient la Première secrétaire qui devait présenter, le 28 janvier, les propositions du PS à ladite commission.



Éducation

Les collectivités au premier rang



Selon une étude publiée par le ministère de l'Éducation nationale – « L'état de l'école en 2007 » –, la dépense intérieure d'éducation s'élevait, en 2007, à 125,3 milliards d'euros. Au total, les collectivités territoriales ont assuré 22,8 % du financement initial, contre 21,3 % en 2006 et 19,9 % en 2005. Leur part s'accroît notamment dans le second degré, à partir de 2006, du fait des transferts de personnels TOS (technique, ouvrier et de service) dans le second degré et des nouvelles compétences en matière de formations sanitaires et sociales, transmises aux régions dans l'enseignement supérieur. La participation des ménages s'élève, quant à elle, à hauteur de 8 %. En 2007, la dépense d'éducation pour le premier degré atteint 35,9 milliards, dont 40 % à la charge des collectivités.

Bruno Tranchant

SOS, filière automobile en danger



Guillaume Bachelay, secrétaire national à l'industrie, aux entreprises et aux nouvelles technologies, décline le plan de relance présenté par Martine Aubry au secteur si durement frappé de l'automobile.

Pourquoi qualifiez-vous « d'hémiplégiques » les mesures sarkozystes pour l'automobile ?

Le gouvernement réduit les besoins de la filière aux exigences des grands groupes, de leurs dirigeants et des actionnaires. Il oublie en chemin les vraies victimes de la crise : les salariés en chômage partiel, licenciés ou menacés de l'être ; les PME-PMI de la sous-traitance, exsangues, faute de commandes et de trésorerie ; les consommateurs qui ne peuvent acheter les véhicules, faute de pouvoir d'achat et de crédit accessible.

D'autre part, il fait preuve à l'égard des constructeurs de la même faiblesse coupable qu'à l'égard des banques que l'État recapitalise : il libelle des chèques de plusieurs milliards d'euros sans la moindre contrepartie.

Comment est-il possible de répondre à l'urgence économique et sociale ?

En répondant aux attentes de la filière. En direction des salariés, nous proposons la mise en œuvre, sur 18 mois, d'un système de chômage partiel prolongé de 800 heures, ainsi que la soumission de cette prolongation à un avis conforme du comité d'entreprise. Pour les travailleurs dont le poste est supprimé pour motif économique, nous demandons la généralisation du contrat de transition professionnelle à l'ensemble du territoire, pour une durée de deux ans et à hauteur de 80 % du salaire. Dans de nombreux cas, le recours à des mesures de pré-TRAITE en lien avec la pénibilité s'impose.

En direction du tissu d'équipementiers, fournisseurs et distributeurs, l'État doit accorder des facilités de trésorerie, procéder à un moratoire sur les dettes fiscales et sociales dans le cadre d'une convention avec la puissance publique, ainsi qu'une modulation de la fiscalité pour les donneurs d'ordre qui ne respectent pas les délais de paiement à l'égard des PME.

Enfin, l'État doit contraindre les banques à répercuter la baisse des taux pour le crédit à l'investissement pour la recherche et l'innovation et auprès des filiales de crédit des constructeurs, afin de faciliter l'obtention de prêt pour les particuliers. Nous plaidons aussi pour un renforcement du droit à l'information des consommateurs.

Quelles contreparties faut-il exiger des constructeurs en échange des aides d'État ?

Elles doivent être fortes, précises et évaluables dans le temps : maintien de la production en France – avec retour sur les chaînes françaises de la fabrication d'un petit modèle économique et écologique –, moratoire sur les suppressions de postes, maintien des budgets R&D (recherche et développement), respect des délais de paiement envers les sous-traitants, baisse du crédit en direction des clients, non affectation de l'argent public à la rémunération des dirigeants et actionnaires.

**Propos recueillis par
Bruno Tranchant**

LIVRES

Une autre Europe est possible

Oser la démocratie avec la gauche, en Europe. À l'heure où le capitalisme financier marque clairement ses limites, voici un ouvrage qui apportera un peu d'espoir à ceux qui sont convaincus – et ils sont nombreux – que la sacro-sainte coalition des conservateurs et des néolibéraux ferme la porte à l'espérance d'une Union nouvelle.

Une alliance progressive et moderne s'avère nécessaire, voire indispensable, pour asseoir les bases d'un projet structurant pour construire les bases d'un gouvernement européen responsable, doté d'un Parlement reconnu, d'une souveraineté et d'une citoyenneté nouvelles. Ce, afin de favoriser l'émergence d'une alliance progressive et moderne que

STEFAN
COLLIGNON
CHRISTIAN
PAUL

Pour la République européenne



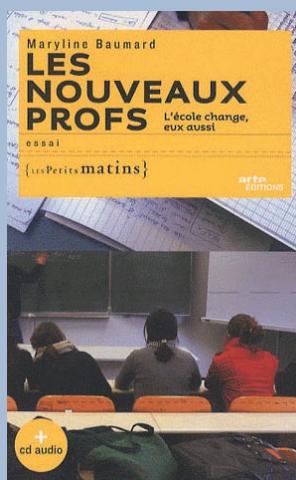
Odile Jacob

Stefan Collignon et Christian Paul appellent de leurs vœux.

B.T.

Stefan Collignon, Christian Paul, *Pour la République européenne*, Odile Jacob, 2008, 296 pages, 26,50 euros.

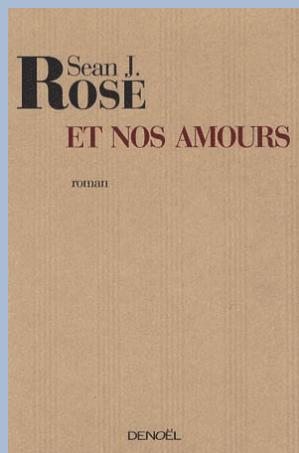
À l'école du changement



La société se transforme. L'école aussi. La mondialisation et les nouvelles technologies ont bouleversé notre quotidien. Un simple clic donne accès à une masse considérable d'informations. Mais qui dit génération virtuelle, dit communication nouvelle. « L'école reste un lieu de résistance au cœur d'une société mouvante », écrivent les auteurs de *Nouveaux profs*... Le nouveau prof doit affronter des élèves zappeurs dont l'attention diminue et qu'il faut sans cesse surprendre. Les enseignants doivent s'adapter au

rythme d'une diversité effervescente. L'école doit apprendre à s'ouvrir sur le monde. Face à ces mutations, les professeurs se sentent souvent perdus, isolés. L'interdisciplinarité n'est-elle pas la réponse, le compagnonnage des profs, la voie à suivre ? Un essai original et intelligent sur l'école contemporaine. **C.C.**

Maryline Baumard, *Les Nouveaux Profs*, *L'école change, eux aussi*, Arte Éditions, 2009, 180 pages, 18 euros, livre + cd.



Sean J.

ROSE

ET NOS AMOURS

roman

DENOËL

Jeux de l'amour

« **E**t nos amours Faut-il qu'il m'en souvienne La joie venait toujours après la peine Vienne la nuit sonne l'heure Les jours s'en vont je demeure (...) »

Sean James Rose emprunte aux vers d'Apollinaire pour le titre de son très beau premier roman, *Et nos amours*. Parmi ces amours

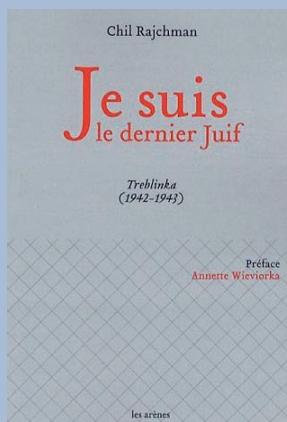
pourrait figurer celui que vous l'auteur à la langue française, qu'il manie avec volupté.

Mais il s'agit avant tout de l'histoire de vieux adolescents qui aborderont bientôt les rives de la quarantaine, qui doutent de la possibilité de donner un sens à l'existence et s'épuisent à la recherche de l'amour. Dans l'ordre aléatoire de la mémoire du narrateur, les vies de Pierre, Martin, Hannah et Hélène s'enchevêtrent au rythme de leurs corps. « C'est elle qu'il porte mais c'est lui qui plane, elle lui a pardonné son retard comme elle lui pardonne tous ses défauts. Martin s'en tire bien. Ils font l'amour un peu, souvent, passionnément comme un jour ils ne feront plus l'amour, comme un jour ils se quitteront. Un jour, pas ce jour. »

Passions fragiles, destins précaires, illusions à la dérive. Et nos amours dessine le portrait intimiste d'une génération flottante pour qui la crise est un

état permanent, presque un élément d'identité.

Sean James Rose, *Et nos amours*, Denoël, 262 pages, 17 euros.



Récit d'un survivant

Publié pour la première fois, ce texte est un témoignage unique. Le récit, d'un survivant qui a passé près d'un an dans l'enfer de Treblinka, camp d'extermination

nazi. La guerre n'est pas encore finie quand Chil Rajchman, Polonais de 28 ans, écrit dans l'urgence l'horreur qu'il a vécue. Pas de commentaire ou presque mais les faits bruts, restitués dans toute leur barbarie : les femmes nues que les SS s'amusent à faire attendre dans la neige avant des les conduire dans les chambres à gaz, les coups de fouet qui pleuvent sur les prisonniers plus morts que vifs qui doivent faire disparaître les cadavres et surtout la terrifiante rationalisation de ce massacre de masse. Chil Rajchman fait partie des rares déportés qui sont parvenus à s'évader après le soulèvement du camp, le 2 août 1943. Après la guerre, il part vivre en Uruguay où il meurt en 2004. Un écrit aussi essentiel que ceux de Primo Levi ou Elie Wiesel. **E.P.**

Chil Rajchman, *Je suis le dernier Juif, Treblinka (1942-1943)*, Les arènes, 152 pages, 14,80 euros.

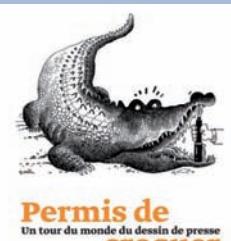
EXPOSITION

L'info illustrée

Une exposition réjouissante et enrichissante ! Articulée autour de cinq thèmes dont la liberté d'expression, l'avenir de la planète ou encore la tolérance liée aux pratiques culturelles et religieuses, cette expo fait le tour du monde du dessin de presse. Plantu pour la France, Ali Dilem pour l'Algérie, Gado pour le Kenya, Giorgio Forattini pour l'Italie ou encore Kichka pour Israël, une kyrielle de dessinateurs sont rassemblés autour des principes de paix et de tolérance.

Leur regard singulier sur l'actualité nous informe toujours, nous fait rire souvent... Une autre façon de traiter des faits pour mieux nous interroger. Avec l'espoir d'esquisser un monde meilleur. **C.C.**

Permis de croquer, un tour du monde du dessin de presse, Bibliothèque historique de la ville de Paris, 22 rue malher Paris IV^e, du 6 décembre au 8 mars 2009, 4 euros tarif plein (2 euros tarif réduit).



Paris Bibliothèque / BNP

D.R.

CONTRE LA CRISE IL EST URGENT D'AGIR

INVESTIR POUR
PRÉPARER L'AVENIR
AIDE DIRECTE DE 500€ POUR
TOUS LES BAS SALAIRES

- 1% DE TVA
AUGMENTATION
DU SMIC DE 3%

AGIR VRAIMENT CONTRE LA CRISE

RETRouver
L'ESPOIR
CONSTRUIRE
DES LOGEMENTS
AUGMENTER
LES SALAIRES
RELANCER
LA CONSOMMATION
RENFORCER
LE POUVOIR D'ACHAT
DÉVELOPPER
L'EMPLOI

Parti Socialiste
www.agirvraimentcontrelacrise.fr

1000 INITIATIVES POUR AGIR VRAIMENT CONTRE LA CRISE

RÉUNIONS

Informations et information, la classique réunion syndicale peut rapidement prendre la forme d'un débat. Pour l'introduire, vous pouvez faire dans le dé USB d'un diaporama qui permet une navigation facile à l'entière du plan de réunion syndicale.

« TOUS SUR LE PONT »

Distribution du manifeste, imprimer ou rengranger sur une note et blaireau. On peut aussi envisager de distribuer un tract spécialement à la sortie des supermarchés avec une place pour inscrire sur le plateau du pouvoir d'achat et de la consommation. Des modèles seront à votre disposition sur le site cité.

RENCONTRES ET DÉBATS

Il y a lieu d'organiser des réunions, débats ou non, avec les élus. Tout le monde est convié sur le plan qui lutte contre la crise économique. Au premier plan, les organisations syndicales ; mais aussi, les élus, les élus des bâtiements et métiers sociaux (20%), représentants, et les acteurs de l'insertion, les bailleurs sociaux, les associations, les propriétaires et les associations de locataires ; les acteurs de la santé, les publics théâtraux, maisons de retraite, syndicats de santé...), les associations et les bénéficiaires d'associations aidées, les parents d'élèves et les organisations enseignantes, et les chefs d'entreprises.

CONFÉRENCES DE PRESSE

Face à l'actualité, ces conférences de presse ont associé un véritable élément d'élus locaux et de représentants syndicaux sont des moments inévitables de mobilisation de la presse régionale.

PORTE-À-PORTE

Une opération de porte-à-porte massive, initiatrice d'actions contre la crise : c'est nous, c'est vous, ensemble ! sur une semaine, avec une distribution individuelle du document résumé de présentation du plan de relance.

RÉPONSES LOCALES

Échanges approfondis pour mettre en valeur des initiatives de nos collectifs locaux face à la crise : par exemple, par des tarifs de versement volontaire en 2009 à Angers, l'unité de soutien aux PNE-PME en Haute-Pyrénées, transfert annuel de la faculté des sciences sur le site de la Manufacture à Sèze-Estènne ...



Communication de crise !

Face à la crise, pas de demi-mesure, en politique comme en communication ! Le Parti socialiste se met en quatre pour offrir aux militants tout le matériel nécessaire pour faire connaître notre contre-plan de relance. Tracts, affiches, diaporama animé, notes de synthèse... retrouvez dans vos sections et fédérations tout ce dont vous aurez besoin pour mener une campagne intensive et créative.



Tout au long du mois de février rendez-vous sur www.agirvraimentcontrelacrise.fr pour connaître les 1 000 initiatives mises en place par les socialistes pour populariser les mesures. Faites d'ailleurs remonter vos propres initiatives et compte rendus pour enrichir ce site.

FACE À LA CRISE est vraiment URGENT d'AGIR

que notre pays traverse la crise la plus profonde depuis la seconde guerre mondiale, Nicolas Sarkozy nous a beaucoup tendance ce fera-t-il, la France s'enfonce dans la crise. Le chômage explose et le pouvoir d'achat recule.

La France possède des atouts mais notre économie a besoin d'être surmonté pour rebondir.

SI VOUS, CONTRE LA CRISE, LES SOCIALISTES POUVENT :

• lancer le pouvoir d'achat et la consommation

• 500 euros pour 12 millions de personnes bénéficiaires de la Prime pour l'emploi

• 7,5 % de taux de la TVA pour faire battre les prix ;

• 10 % du SMIC et de la retraite des cotisations de cotisations sociales dans les entreprises

• l'introduction d'un achat minimum de 10 %

• lancer les autorités et de relancer l'investissement

• dégager les cotisations sociales par la taxe ;

• les transfusions bancaires

• lancer dans l'emploi les salariés transférés et en réhabilitant les sites

et l'administration du chômage.

• l'investissement pour 12 000 logements sociaux

• 100 millions d'euros pour l'assainissement

• 100 millions d'euros pour l'assainissement

• l'assainissement des collectivités territoriales

• l'assainissement des collectivités territoriales